

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Coordination Française Marche mondiale des femmes 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris, tel 01 44621204 ; 0680639525, Sites : <http://www.mmf-France.fr> ; <http://www.marchemondiale.org>.

SOMMAIRE

- 1 - Non à la fermeture des centres IVG, Non au démantèlement de l'hôpital public - manifestation 18 mars à Paris
- 2 - Assises de défense de la gynécologie médicale
- 3 - Non, votre féminisme n'est pas nouveau ! - Christine Le Doare - Centre LGTB Paris
- 4 - Communiqué CLF - Prostitution Soutien à Christine le Doaré
- 5 - Béziers : une femme victime d'un viol en raison de son homosexualité - CCH Montpellier
- 6 - Alicja Tysiac a gagné une seconde fois ! - Monika karbowska
- 7 - Pétition contre la fermeture d'Espace Vie Adolescence - MFPPF 93
- 8 - Simin Behbahani, poétesse iranienne empêchée de venir à Paris : Protestation de Bernard Delanoë
- 9 - Les prix Macho des Chiennes de garde
- 10 - Inde : un quota de 33 % de femmes pourrait être instauré au Parlement
- 11 - La Marche Mondiale des Femmes s'arrête à Montreuil en juin : Réunion de préparation
- 12 - Rappel : le 8 mars à Sarcelles
- 13 - Genre et Conflits Armés : Repenser les impacts des conflits et les processus de reconstruction - Séminaire de recherche CRESPPA-GTM
- 14 - « Après 100 ans de lutte féministe, pourquoi avons-nous besoin d'une loi cadre contre les violences faites aux femmes ? » - Femmes Solidaires et IFE
- 15 - Conférence-débat : histoire du féminisme
- 16 - Elisabeth Badinter : Voie royale à temps partiel ou voie lactée à temps complet ? par Catherine Kintzler
- 17 - 40 ans du mouvement : des dates
- 18 - Émissions "Femmes Libres" RadioLibertaire 89.4

MOBILISATIONS

1 - Non à la fermeture des centres IVG, Non au démantèlement de l'hôpital public - manifestation 18 mars à Paris

L'ANCIC, la CADAC, la CGT, le Collectif national contre les franchises, pour l'accès aux soins partout et pour tous et pour une sécurité sociale solidaire, le Collectif unitaire du 20^{ème}, la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, Le Planning Familial, Sud Santé Sociaux, Touche pas aux Bluets... appellent à un rassemblement le 18 mars 2010 à 18h devant la direction générale de l'AP-HP (3 avenue Victoria 75004 Paris) pour le maintien du droit à l'avortement dans des structures adaptées

Les CIVG (Centres d'Interruption Volontaire de Grossesse) et les maternités sont particulièrement touchés par la réforme de notre système de santé : suppression de postes et regroupement d'établissement et d'activités au mépris des professionnels de santé et des usagers. Depuis mai 2009, les CIVG des hôpitaux Broussais, Jean Rostand et Tenon ont fermé. Les femmes qui, auparavant, avortaient à Tenon sont donc désormais orientées vers l'hôpital Saint-Antoine qui devrait fermer fin 2010. A cette date, les femmes seront dirigées vers l'hôpital Trousseau, sans aucun financement ni poste supplémentaire. D'autres centres sont menacés tels que celui de Avicenne-Bobigny et celui de Poissy St-Germain-en-Laye.

La suppression des CIVG autonomes et des unités fonctionnelles d'IVG avec du personnel et des locaux dédiés conduit à noyer cette pratique dans les services de gynéco-obstétrique dont l'IVG est parfois la dernière des préoccupations et en finir ainsi avec des équipes militantes et motivées, en réintégrant l'IVG dans le « droit commun » hospitalier.

Nous ne pouvons ni tolérer ni accepter cette politique. C'est un recul considérable pour les droits des femmes à disposer de leur corps. Les femmes doivent pouvoir choisir entre l'IVG médicamenteuse et l'IVG chirurgicale. L'IVG médicamenteuse en ville ne doit pas se substituer aux carences de l'hôpital. Les signataires réaffirment, à l'occasion de ce rassemblement, leur solidarité avec les luttes et les mouvements de défense aux soins pour toutes et tous

2 - Assises de défense de la gynécologie médicale

Dimanche 28 mars, de 10h à 16h, à Hôpital de la Pitié-Salpêtrière

TEXTES

3 - Non, votre féminisme n'est pas nouveau ! - Christine Le Doare - Centre LGTB Paris

8 mars, journée internationale des femmes oblige, laissons de côté quelques instants nos combats LGBT. La moitié ou à peu près de l'humanité mérite tout de même bien ça !

Depuis toujours récupéré, dévoyé, dévalorisé, parfois même ridiculisé, le féminisme est bel et bien toujours pertinent pour changer les relations entre les êtres et espérer un jour vivre dans un monde plus égalitaire et apaisé. L'égalité n'est pas une alternative, c'est une impérieuse nécessité ; n'est-il pas extravagant qu'au 21^{ème} siècle, elle ne soit toujours pas achevée ?

Le 8 mars est organisée une manifestation à laquelle participeront de nombreux groupes féministes mais aussi associations, et quelques partis politiques. La plate-forme revendicative est accessible sur le site du Collectif National des Droits des Femmes (CNDF) et sur celui de la Marche Mondiale des Femmes : monde du travail : inégalité des salaires, 80 % des travailleurs pauvres, plafond de verre, représentativité politique, sexualité et contraception, santé, violences et viols, prise en compte des revendications lesbiennes ...

Le CNDF et la MMF sont des collectifs, le mouvement des femmes n'a d'ailleurs jamais été uniforme, entre psy et po * (psychanalyse et politique) et les femmes de l'extrême gauche, ça n'a jamais été le grand amour, et les lesbiennes n'ont pas toujours non plus été accueillies bras ouverts ! Au sein d'un collectif se confrontent des positions parfois divergentes, ce qui permet d'apprendre des autres et d'évoluer, à condition toutefois d'adhérer aux fondamentaux fondateurs.

Une « nébuleuse alternative » constituée de groupuscules et individus en appelle à «un nouveau féminisme» et propose une autre manifestation. Par nature curieuse, j'ai voulu comprendre les raisons d'un tel besoin de séparation et de visibilité ; alors, j'ai comparé leurs revendications avec celles de la plate-forme unitaire. J'ai aussi consulté leurs échanges sur le groupe Internet « un nouveau féminisme est possible » et j'y ai retrouvé, sans surprise, quelques militants de la nébuleuse des alternatifs «pro-sexe» ou «sexe positif».

Quel bilan tirer de la comparaison des revendications ? Si on les survole, elles sont similaires : contre l'oppression, l'appropriation du corps des femmes, l'injonction aux normes, aux rôles ; contre les violences, le viol, les violences conjugales ; contre la précarisation des femmes, les différences de salaire... ; contre la sous-représentation politique des femmes... ; pour la sauvegarde de la gynécologie médicale, l'IVG... Je précise que toutes ces revendications m'agrément à 100 %.

La « nébuleuse alternative » s'intéresse peut-être plus, et à juste titre, aux questions de choix de sexe, genre et sexualité. Indéniablement, beaucoup de féministes sont éloignées des questions trans. Pourtant, des trans sont devenues, deviendront des femmes, d'autres ne veulent pas être assimilées au genre masculin, d'autres encore veulent s'affranchir du genre.

Notre « nébuleuse alternative » insiste aussi sur les problèmes des femmes « racialisées », étrange expression tout de même, si l'on considère qu'il n'existe qu'une seule race, la race humaine. J'ai un peu de mal à imaginer que le CNDF ne soit pas convaincu de la nécessité de lutter contre le racisme et surtout de l'exigence d'inclure plutôt que de parler en leur nom, les femmes de couleur, les femmes immigrées qui doivent enfin avoir voix au chapitre pour dénoncer leur double, voire triple oppression. Je comprends aussi que les membres de la « nébuleuse alternative » reprochent au MNDF d'exclure des individus ou groupes du cortège du 8 mars. L'exclusion n'est peut-être pas une réponse adaptée en effet, mais se sont, en partie, les mêmes qui veulent chasser Gaylib, les LGBT de l'UMP, de la Marche des Fiertés LGBT ! Comprend qui peut...

A condition d'adhérer aux principes fondamentaux de la plate-forme revendicative et de ne pas trahir les principes fondateurs de la lutte, quelles que soient par ailleurs leurs différences politiques et stratégiques, tous ceux qui défendent les droits des personnes LGBT et ne s'opposent pas à l'égalité des droits ne doivent-ils pas pouvoir participer à la Marche des Fiertés et tous ceux qui défendent les droits des femmes, pouvoir défiler à la Manifestation féministe du 8 mars ? Je crois bien que si.

Nous venons de le vérifier, les revendications convergent. Reste une question à élucider : la « nébuleuse alternatif » contrevient-elle aux principes fondamentaux du féminisme ? Il faut persévérer un peu, au bout de la liste des revendications, je crois bien avoir trouvé la raison de la vindicte des féministes à leur encontre :

« - Parce que nous subissons de front la loi sur la sécurité intérieure (LSI). Parce qu'on nous dit qu'on ne peut pas faire ce qu'on veut de nos corps et de nos vies. Parce que les prostituéEs sont criminaliséEs, harceléEs, violentéEs. Parce que ce sont d'abord elles et eux qui sont précariséEs et misEs en danger par la pénalisation des clients. Parce que c'est la loi sur le racolage et la clandestinisation supplémentaire des étrangères qui sont dangereuses, pas le travail du sexe quand il est choisi, et s'il est auto-géré et protégé par le droit commun. » Cette phrase indique sans ambiguïté que des « travailleurs du sexe » sont membres du groupe et que ce groupe revendique la légalisation de la prostitution.

Les travailleurs du sexe qui s'expriment, notamment au travers du STRASS (Syndicat des travailleurs du sexe), affirment qu'ils se prostituent librement. Ce sont majoritairement des hommes « biologique », également quelques trans femmes (M to F), mais plus rares sont les prostituées femmes « biologiques » ou les trans masculins (F to M) en leur sein.

Ces travailleurs du sexe sont particulièrement doués en matière de communication et avec quelques prostituées de luxe, escortes filles et garçons, sur Internet..., ils monopolisent l'attention des médias sur la question. Rien de bien surprenant en cela, ils ravissent la bonne conscience de beaucoup d'hommes, allez, disons-le, qui rechignent à questionner leur rapport à l'autre dans le domaine du sexe, et plus généralement de l'intime.

A l'inverse, les esclaves modernes que sont les prostituées en provenance des pays de l'Est ou d'Afrique notamment, ou les gamins gays mis à la porte de chez eux et n'ayant pas d'autre alternative pour survivre, n'intéressent guère les médias car lorsqu'ils s'expriment, c'est pour

raconter leur cauchemar, à des années lumière de tout glamour ! Il faut avoir entendu ces garçons raconter leur histoire ; ces filles qui n'ont aucune échappatoire car leurs familles sont menacées, décrire jusqu'à la nausée les violences subies, la drogue et l'alcool, elles enchaînent les passes, leurs conditions de vie sont lamentables et beaucoup sont assassinées dans l'indifférence générale. J'ai visionné récemment un documentaire sur la prostitution sur ARTE, j'ai bien écouté les prostituées «volontaires», toutes rêvent d'en sortir, l'une de celles qui dit s'être librement prostituée confiait sans ciller être actuellement amoureuse et donc ne plus se prostituer ! Tiens donc, mais pour quelle raison, s'il s'agit comme le prétendent les travailleurs du sexe, d'un métier comme un autre ? En France, 92 % des prostituées veulent en sortir, mais ce sont les 8 % de «volontaires» qui fascinent les médias ! En outre, creuser un peu leur discours, c'est vite comprendre que, pour beaucoup d'entre elles, la prostitution fait office de thérapie paradoxale pour tenter de dépasser un traumatisme, le plus souvent des violences sexuelles dans l'enfance.

Sans même questionner le caractère «volontaire» proclamé par quelques prostitué-es, pour un ou une prostitué-e «volontaire», combien de centaines de prostitué-es forcé-es ?

Si tout le monde est bien convaincu de la nécessité de ne pas stigmatiser les prostitué--s, mais de lutter contre les violences et discriminations commises à leur encontre, en revanche, les avis divergent sur les modalités pour y parvenir et sur leur finalité.

Pour quelles raisons les "pro-sexe", et pro-prostitution plus généralement, ne disent-ils jamais que les féministes sont favorables à la poursuite des proxénètes et des industriels du sexe, également des clients (sans client par de marché), mais pas du tout à la poursuite des prostitué-es ? Ils ne parlent jamais non plus de l'expérience des féministes australiennes qui se sont battues pour légaliser la prostitution et le regrettent aujourd'hui, le bilan étant désastreux.

En fait, ils ne donnent que peu d'arguments, jamais de chiffres, ils se contentent de nier en bloc, de prétendre que les abolitionnistes, et les féministes en particulier, sont malhonnêtes et n'ont rien compris. Seulement voilà, il faut juste les croire sur parole !

Ce que je trouve plus accablant encore, c'est que des universitaires, des chercheurs, sans surprise très majoritairement masculins, sont de fervents adeptes de la légalisation de la prostitution. Ceux-là devancent ou cautionnent les mouvements pro légalisation.

Du haut de leurs privilèges, ils défendent notamment qu'il n'est pas pire de se prostituer que de se faire exploiter dans des emplois «classique ». Bien sûr, ils ne s'intéressent qu'à la prostitution «choisie», balayent tout le reste d'un revers de main, et surtout font comme s'ils ne savaient pas que l'argent facile du ou de la prostitué-e, c'est aussi l'argent qui les détruit, l'argent qu'il faut pour payer toutes les substances et autres artifices nécessaires pour tenir sur la longueur et que les «carrière » ne durent pas ! Plus grave encore, ils ignorent les conclusions des rapports établis par les pays qui ont adopté la légalisation. L'objectif premier de la légalisation consiste à soustraire les industries du sexe au crime organisé, or ces rapports révèlent pourtant clairement que le contrôle des mafias et du crime organisé sur ces industries est, après la légalisation, pire que jamais ; également, qu'il n'est plus possible de faire la chasse à la prostitution forcée, car interdire le trafic tout en autorisant la prostitution, revient exactement au même que vouloir interdire la traite tout en autorisant l'esclavage !

Face à une telle mauvaise foi, je finis par me demander à qui profitent de telles positions et qui les finance ? Une amie, jeune chercheuse, m'a récemment confiée avoir voulu entreprendre une thèse féministe sur la prostitution, elle a fini par abandonner, sa directrice de thèse ayant été menacée.

En France, c'est donc la guerre entre partisans de la légalisation et ceux de la prohibition, et quelque chose me dit que les féministes de la manifestation unitaire du 8 mars ne défendent pas les intérêts des industries du sexe, prostitution comprise, qui drainent sans complexe les capitaux néo-coloniaux et exploitent souvent jusqu'à la mort des femmes, parfois des garçons, du monde entier, toujours plus nombreux et plus jeunes. C'est indéniable, défendre les industries capitalistes et

mondialisées du sexe ne fait pas partie des fondamentaux du féminisme, n'en déplaie aux partisans «pro-sexe» !

Les «pro-sexe» prétendent que les féministes subissent une influence religieuse et morale, ou encore, qu'elles sont dépassées, qu'il s'agit d'une question de génération ! Pourtant, de très jeunes féministes sont abolitionnistes et certains « pro-sexe » ont amplement passé 60 ans !

En réalité, ce sont tout à la fois une conscience aiguë de l'oppression des femmes et de la domination masculine, également une remise en question des mythes naturalistes relatifs à la sexualité et surtout une forte conscience de classe qui motivent leur position. Yolande Geadah l'a fort bien résumé : « La morale puritaine bourgeoise, inspirée du christianisme, selon laquelle l'idéal féminin réside dans la virginité ou la maternité, interdit les relations sexuelles libres pour les femmes, mais tolère ou encourage la prostitution pour assouvir les besoins sexuels des hommes célibataires tout en préservant la chasteté des jeunes filles de bonne famille ». Ce n'est pas par hasard si Christine Boutin est favorable aux maisons closes !

Les féministes et pro-féministes refusent la forme ultime de l'exploitation de l'homme par l'homme ou de la femme par l'homme (sans oublier la prostitution gay). Je ne peux m'empêcher de citer ici un fameux philosophe du 19^{ème} siècle, insoupçonné d'une quelconque influence religieuse : « Vint enfin un temps où tout ce que les hommes avaient regardé comme inaliénable devint objet d'échange, de trafic et pouvait s'aliéner. C'est le temps où les choses mêmes qui jusqu'alors étaient communiquées mais jamais échangées ; données mais jamais vendues ; acquises mais jamais achetées - vertu, amour, opinion, science, conscience, etc. - où tout enfin passa dans le commerce. C'est le temps de la corruption générale, de la vénalité universelle, ou, pour parler en termes d'économie politique, le temps où toute chose, morale ou physique, étant devenue valeur vénale, est portée au marché. » Karl Marx, Misère de la philosophie, 1847, cité par Richard Poulin dans La mondialisation des industries du sexe. Edifiant non ?

Ce sociologue canadien qui déclare : « La prostitution prétendument "libre" relève du libéralisme et non de la liberté » a également observé que les victimes de la prostitution sont, dans leur immense majorité, des femmes et des enfants issus « de couches sociales défavorisées, aux revenus précaires et limités, de minorités ethniques, de groupes indigènes, de réfugiés, d'immigrants clandestins, du tiers-monde, des pays déstructurés par leur transition vers l'économie capitaliste »...

Nous comprenons mieux pourquoi notre « nébuleuse alternative » ne peut déployer ses banderoles pro-prostitution dans le cortège féministe du 8 mars. Le 8 mars, c'est la journée internationale du Droit des Femmes, drôle d'idée tout de même que de vouloir intégrer un cortège féministe pour revendiquer le droit de se prostituer alors que l'écrasante majorité des prostituées sont des femmes qui exercent sous la contrainte ! Si la question de la prostitution devait être abordée lors de cette manifestation, ce serait pour dénoncer les industries du sexe, les mafias, les trafics, les profits des patrons de maisons closes, les violences, les viols, la drogue...

Personnellement je trouve que le modèle suédois qui sanctionne toute forme de proxénétisme et tout achat de services sexuels, mais n'inquiète jamais directement les prostitué-e-s qui peuvent ainsi porter plainte sans risque pour des faits de violences ou des viols, constitue peut-être bien l'une des meilleures réponses existantes. Reste peut-être à étudier mieux encore la question et les solutions à mettre en œuvre chez nous.

Aussi, quel étrange mélange des genres de se revendiquer : « Pour un féminisme qui refuse de voir son discours récupéré à des fins racistes, qui sache se démultiplier, concevoir l'émancipation sous toutes ses formes, et se revendique aussi des féminismes anti-colonialiste, pro-sexe, trans' et lesbiennes ». Qu'ont donc en commun les théories anticolonialistes et les assertions des « pro-sexe » et pour quelles obscures raisons s'arrogent-ils l'exclusivité ou la spécificité des luttes antiracistes ? Peut-on m'expliquer en quoi défendre les droits des lesbiennes et ceux des trans.

serait lié aux théories «pro-sexe» ? Comme des milliers d'autres, je suis lesbienne, féministe, je défends ardemment les droits des trans, plus généralement des personnes LGBT, je combats toute forme de racisme, les discriminations vécues par les personnes handicapées me révoltent aussi...et pourtant, les préoccupations "pro-sexe", au mieux m'indiffèrent et souvent m'exaspèrent !

Tout ceci ne relève t'il pas d'une forme de mystification qui n'a de progressiste ou révolutionnaire que le nom ! Que ce soit en matière de prostitution, où je rejoins Yolande Geadah : « Les réglementaristes acquiescent, sciemment ou non, au célèbre adage thatchérien : « Je ne connais pas de société, je ne connais que des individus. », comme dans tous les autres domaines d'ailleurs.

Face aux théories, évènements, comportements, productions, créations qualifiés de « pro-sexe », je reste souvent perplexe, rarement séduite.

Tout d'abord, se revendiquer "pro-sexe" sous-entend nécessairement que d'autres sont contre. Mais qui sont donc ces autres ? L'église, la bourgeoisie, les générations précédentes... ? Il y a longtemps que les apôtres de la pudibonderie ont perdu la bataille ! Pourquoi alors ce besoin de promouvoir le sexe ; serait-il menacé ? Il me semble pourtant que le sexe est à l'aise partout. Omniprésent dans les programmes TV, au cinéma, dans la rue, sur les affiches, les enfants y sont désormais confrontés dès leur plus jeune âge... Partout, des incitations à jouir sans entraves, jusque dans nos assiettes avec tous ces aliments et compléments alimentaires aphrodisiaques dont on nous rebat les oreilles... Mais quels sont donc les problèmes des "pro-sexe" avec le sexe pour être ainsi dans la surenchère et s'imaginer être plus libres, créatifs, émoustillants et exaltants que les autres et que produisent-ils donc de si alléchant ?

Toujours motivée par ma curiosité, les performances « artistiques » que j'ai pu découvrir relèvent, à de rares exceptions près, de l'amateurisme le plus déplaisant ; le propos y est somme toute assez pauvre, le jeu des acteurs très approximatif ; que l'on souhaite s'amuser en privé, je comprends et alors tout est bon à prendre, mais capturer un public et lui faire payer un droit d'entrée pour de bien piètres prestations, j'ai plus de mal à suivre. Les films porno quant à eux sont souvent déconcertants, parfois même d'une tristesse et d'une laideur confondantes, les corps sont ultra instrumentalisés, plus les godes sont énormes et les situations glauques, mieux c'est ! Les soirées sexe-club sont promues comme un must incontournable et terriblement in. En réalité, il ne s'agit que de reproduire ce qui se joue dans n'importe quel sex-club depuis des décennies : esclave sexuel tenu en laisse, voyeurisme - exhibition, artifices et instruments, pratiques sado-maso... Bien entendu, certains produits sont mieux aboutis et plus convaincants que d'autres et, soyons clairs, je ne porte aucun jugement moral sur tout ceci. Elevée par des parents athées, je considère que chacun choisit sa sexualité et les pratiques qui lui convient à partir du moment où tout se passe entre adultes consentants, mais je n'ai toujours pas compris ce que tout ceci pouvait bien avoir de particulièrement excitant, encore moins de nouveau et surtout de subversif ! A vrai dire, l'univers "pro-sexe" m'inspire au mieux un sévère ennui, au pire, je perçois tant de souffrances et d'entraves dans ce qui nous est montré à voir et entendre par certains et surtout certaines que je crois comprendre ce qui se joue là en réalité mais ne se dit pas, ne se discute jamais. Ceci me bouleverse et m'intéresse infiniment plus.

Ce qui nous est vendu là, car c'est aussi un business ne nous y trompons pas, pour être une géniale débauche de sexe ultra décomplexé et en toute convivialité, me conduit à me demander jusqu'où les «pro-sexe» iront dans une forme de thérapie financée par un public quelque peu naïf et généreux, prêt à soutenir, avec beaucoup d'indulgence, ce que produit sa communauté !

Allez, j'ose le dire, le sexe, c'est en effet génial, comme beaucoup d'autres choses d'ailleurs, mais celui qui me comble et me trouble, c'est celui que je partage avec l'autre que je ne perds jamais de vue dans sa globalité, celui qui peut, avec le moins d'artifices et de mise en scène possible, nous transporter ; pas étonnant que les performances "pro-sexe" me déçoivent le plus souvent. Je ne leur en veux bien sûr pas pour ça mais parce qu'ils prétendent ériger en nouveaux standards de la

sexualité et de la jouissance moderne et subversive, leurs modèles tristes et glacés à pleurer ; fort heureusement pour eux, beaucoup de personnes LGBT ont un humour, une patience et une solidarité à toute épreuve et réclament rarement un remboursement !

A peine connues et déjà dépassées, les théories «pro-sexe», malgré mon agacement, ne méritaient peut-être pas autant d'attention. D'ailleurs, de nos jours c'est le mouvement « no-sexe » qui les supplante ! Oui, l'alternance en quelque sorte, trop de pression à consommer du sexe conduit, par opposition, les adeptes du « no-sexe » à refuser tout échange sexuel, et c'est furieusement tendance aux Etats-Unis. En France, avec notre petit retard habituel, les « pro-sexe » exercent encore une fascination sur des personnes mystifiées par ce qui n'est rien d'autre que de la poudre aux yeux. Il est vrai qu'il n'est pas si facile de déconstruire de séduisantes théories apparemment révolutionnaires et admettre qu'elles peuvent s'avérer réactionnaires.

N'est-ce pas terrible de réaliser, notamment, que les mafieux du crime organisé et les patrons des industries du sexe ne pouvaient pas rêver de meilleurs alliés ! Non, votre féminisme n'est pas nouveau, il n'est tout simplement pas si féministe que ça !

Christine Le Doaré

4 - Communiqué CLF - Prostitution Soutien à Christine le Doaré

Christine Le Doaré a publié une lettre ouverte intitulée " Non, votre féminisme n'est pas nouveau ! Lettre ouverte aux "pro-sexe" et pro légalisation de la prostitution du groupe "Un nouveau féminisme est possible ! " Dans cette lettre, Christine questionnait la compatibilité entre les positions des groupes "pro-sexes" en faveur de la prostitution et les principes féministes tels qu'exprimés par le CNDF (Collectif National pour le Droit des Femmes).

"Le 8 mars, disait-elle, c'est la journée internationale du Droit des Femmes, drôle d'idée tout de même que de vouloir intégrer un cortège féministe pour revendiquer le droit de se prostituer alors que l'écrasante majorité des prostitués sont des femmes qui exercent sous la contrainte ! Si la question de la prostitution devait être abordée lors de cette manifestation ce serait pour dénoncer les industries du sexe, les mafias, les trafics, les profits des patrons de maisons closes, les violences, les viols, la drogue...".

Depuis cette publication, Christine est prise à partie, bref, sa lettre attire colère et haine, preuve qu'elle dérange. Dans leurs prises de position, les détracteurs, dans une confusion persistante, qualifient de haine envers les prostituées (putophobie !!!) toute critique du système prostitutionnel !!! ramenant ainsi le débat sur un choix de société, les problématiques d'égalité entre les hommes et les femmes, la dénonciation des violences faites aux femmes à des considérations visant à manipuler les sensibilités et les émotions.

La Coordination Lesbienne en France, qui s'est prononcée de longue date contre le système prostitutionnel, apporte son soutien à Christine Le Doaré. *La CLF*

5 - Béziers : une femme victime d'un viol en réunion en raison de son homosexualité - CCH Montpellier

Une femme homosexuelle âgée de 32 ans a été victime d'un viol survenu dans la nuit du mercredi 3 mars dernier dans la ville de Béziers (34). La victime a rencontré ses deux agresseurs âgés de 25 et 35 ans lors d'une soirée organisée par et chez un ami commun le soir des faits. Les deux mis en cause ont proposé à la victime de la raccompagner chez elle et il semblerait que ce soit l'annonce de son homosexualité par cette femme qui ait provoqué le viol particulièrement violent et scabreux: viol avec une bouteille, puis viol à plusieurs reprises par les deux individus. La victime n'a dû son salut qu'en sautant par son balcon et en atterrissant chez son voisin, un étage plus bas. Aussitôt alertés les services de secours et de police sont intervenus, interpellant les deux hommes.

Si l'un des mis en cause niait les faits au moment de l'interrogatoire, son complice présumé l'accusait formellement. Les deux hommes ont été placés en détention.

Le Collectif Contre l'Homophobie (C.C.H.) est en contact avec le Parquet du Tribunal de Grande Instance de Béziers et assure la victime de son soutien et de sa solidarité. Nous lui avons proposé de l'aider à surmonter cette dramatique épreuve : des professionnels de santé (notamment les psy) et un avocat de notre association se tiennent à sa disposition afin de l'accompagner.

Ce viol accompagné d'actes de torture est un crime dont les auteurs doivent être sévèrement châtiés. Nous veillerons avec vigilance à la prise en compte par le Procureur de la République de Béziers de toutes les circonstances aggravantes (dont celle concernant l'infraction commise en raison de l'orientation sexuelle de la victime).

Ce crime, survenu à quelques jours de la journée internationale des femmes (8 mars) rappelle tragiquement les nombreuses violences sexuelles que subissent les femmes en général et les lesbiennes en particulier. Et pourtant, il s'agit encore trop souvent d'un sujet tabou ; cette réalité doit nous interpeller collectivement, car chaque viol constitue une profanation irrémédiable du corps et de l'esprit de la victime qui le subit. Le viol est une manifestation extrême de la domination masculine. En effet, trop d'hommes continuent à se considérer comme les propriétaires du corps et du sexe des femmes. Dans leur esprit, une femme lesbienne est une femme qui leur échappe symboliquement, physiquement et sexuellement ; ce qu'ils n'admettent pas et qui les pousse à vouloir la ramener à la « raison », à la reconduire dans le « droit et bon chemin » quitte à en passer par la punition. Leur sexe pénétrant dans une femme lesbienne est pour eux l'occasion d'assouvir un phantasme mais aussi le moyen de la détruire dans ce qu'elle a de plus intime. En agissant de la sorte, ils consacrent le primat de leur puissance et leur domination sur le « sexe dit faible ».

Plus que toute autre, une femme lesbienne est une femme qui a osé s'affranchir et s'émanciper en défiant l'ordre hétérosexuel dominant. Cette liberté et ce choix sont rejetés par certains hommes qui organisent régulièrement des « viols de correction » dans certains pays (notamment en Afrique du Sud). Le crime commis à Béziers dans la nuit du 3 mars dernier relève de la même barbarie. Nous en appelons aux pouvoirs publics afin que la spécificité des violences faites aux femmes homosexuelles soit pleinement prise en compte dans leurs politiques publiques : - Cela peut et doit commencer dès cette année puisqu'en 2010 les violences faites aux femmes ont été consacrées Grande Cause Nationale ; - Cela peut et doit se poursuivre au niveau local par un soutien aux associations qui œuvrent contre les discriminations.

6 - Alicja Tysiac a gagné une seconde fois ! - Monika karbowska

Le verdict de la Cour d'Appel de Katowice du 5 mars 2010 est un véritable cadeau pour toutes les femmes d'Europe pour la journée internationale des droits des femmes du 8 mars. La Cour a rejeté le recours en appel et confirmé le jugement de première instance favorable à Alicja Tysiac. Le magazine épiscopal „Gosc Niedzielny” et l'Archevêché de Katowice devront publier des excuses à Alicja Tysiac pour l'avoir comparée aux criminels nazis et pour avoir employé à son encontre des discours de haine. Ils devront également payer 30 000 zlotys (env. 8000 Euros) de dédommagement ainsi que les frais de justice. La victoire d'Alicja est donc la victoire du droit des femmes à leur liberté d'expression concernant l'avortement et la sexualité. Ce droit est encore quotidiennement bafoué en Pologne : le jour du verdict l'association d'extrême droite "Obroncy Zycia" choquait la population en présentant dans les rues de Poznan d'énormes panneaux d'affichage mettant en scène le portrait de Hitler souligné par le texte: "L'avortement c'est Hitler. Hitler le premier a autorisé l'avortement en Pologne en 1943". Cet affichage public répugnant et mensonger n'est pas à ce jour encore contesté juridiquement en Pologne, l'extrême droite tenant le haut du pavé dans le débat public polonais.

La victoire d'Alicja prend d'autant plus de relief qu'elle ouvre des perspectives à des luttes et des victoires à l'avenir. La solidarité internationale a joué à plein et a été payante : des associations féministes, laïques et de chrétiens pro-choix ont envoyés des dizaines de lettres à la Cour d'Appel demandant aux juges de ne pas céder aux pressions de l'extrême droite polonaises et de l'Episcopat. Les ambassades polonaises ont reçu des lettres de soutien à Alicja d'organisations et de particuliers dans le monde entier.

A l'audience de la Cour d'Appel du 19 février dernier à Katowice étaient présentes: Sonia Mitralias de la Marche Mondiale des Femmes, Soad Bekkouche et Lilian Halls French de l'Initiative Féministe Européenne, Lise Leider du Cercle Laïque de Grenoble représentante de plusieurs associations des droits humains françaises, Annette Groth, députée au Bundestag de die Linke, Christiane Reymann, du Parti de la Gauche Européenne. Le 5 mars 2010 à la conférence de presse annonçant le verdict, Elfriede Harth, du réseau catholique pro choix "Eglises et Libertés" a expliqué aux journalistes que des millions de catholiques désapprouvent les positions misogynes de l'Episcopat polonais.

Alicja Tysiac a remercié les organisations de soutien et a exprimé l'espoir que L'Eglise n'insulterait plus jamais les femmes en Pologne. Elle a dédié les excuses que l'Archevêché de Katowice devra publier à toutes les femmes humiliées par l'Eglise en Pologne. Teresa Jakubowska, présidente du Parti laïque RACJA de la Gauche Polonaise et principal soutien en Pologne d'Alicja a exprimé sa joie de voir l'Etat de Droit enfin triompher en Pologne par le biais de ce jugement. L'Episcopat avait lancé une initiative de pression à l'encontre des juges. Comme les juges n'ont pas cédé à la pression de l'Eglise, c'est une bonne perspective pour la démocratie et les droits des femmes en Pologne.

Mais la lutte pour le droit à la liberté d'expression des femmes ne peut pas s'arrêter là. Nous devons empêcher l'Episcopat d'insulter les femmes en tant que groupe social lorsqu'il les traite de meutrières et de tueuses d'enfants soupçonnées de vouloir avorter dès qu'elles sont enceintes. Nous devons démontrer qu'il s'agit de discours de haine sexiste. Nous devons aussi reprendre le terrain perdu en empêchant l'Eglise d'insulter les féministes, accusées en Pologne de „propager le crime de meurtre d'enfant" en revendiquant la légalisation d de l'avortement. Seule cette lutte nous permettra de gagner la lutte finale, le droit de disposer de son corps dans les 3 pays européens qui ne l'ont pas encore, la Pologne, Malte et l'Irlande.

7 - Pétition contre la fermeture d'Espace Vie Adolescence - MFPP 93

C'est un centre de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) adressé exclusivement aux filles et dans lequel nous intervenons dans le cadre de la planification depuis 25 ans. La Direction Départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de la Seine-Saint-Denis veut fermer ce service unique Depuis 25 ans, la PJJ 93 s'est dotée d'un espace original destiné à l'accueil des jeunes filles, en complémentarité avec ses autres structures, dans le cadre d'une politique départementale d'innovation et de diversification des outils pédagogiques et avec une volonté d'ouverture au partenariat. EVA est un service éducatif de la PJJ en partenariat avec le Mouvement Français pour le Planning Familial et le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles. Le Conseil Général de la Seine-Saint-Denis l'a agréé centre de planification.

Aujourd'hui, la direction décide la fermeture de services et la transformation des missions pour mettre en œuvre des réformes qui imposent l'exclusivité de la prise en charge au pénal, d'où la baisse constante des filles suivies à la PJJ. Dans ce contexte, la logique comptable prévaut sur l'engagement professionnel. 5 postes à temps plein pour la protection des adolescentes « pèsent trop lourd » pour la PJJ 93. Aujourd'hui, nous voyons que la précarité, les inégalités, les violences touchent particulièrement les jeunes filles et les besoins d'aide sont croissants (plus de 1500 accueils en 2009). Jeunes et professionnels vont être privés de ce lieu ressource pour penser la mixité.

Pour soutenir ce projet de service singulier, marquer votre opposition à cette fermeture, affirmer votre attachement à la protection de la jeunesse, particulièrement aux droits des jeunes filles et à la lutte contre le sexisme : signez ! : <http://jesigne.fr/contrelafermeturedespacevieadolescenc>
MFP 93 - 22 boulevard Félix Faure 93200 Saint-Denis, ou par fax au : 01/48/09/24/80

8 - Simin Behbahani, poétesse iranienne empêchée de venir à Paris : Protestation de Bernard Delanoë

Le maire (PS) de Paris Bertrand Delanoë a vivement protesté lundi contre l'interdiction faite à la poétesse iranienne Simin Behbahani, qu'il avait invité à l'occasion de la Journée internationale des femmes, de quitter l'Iran. "Au moment où elle devait passer la police des frontières à l'aéroport de Téhéran, elle s'est vue signifier une interdiction de quitter le territoire iranien. C'est un affront de plus à l'égard de cette grande créatrice qui, à l'occasion de la Journée des femmes en 2006 avait déjà été frappée par les forces de sécurité dans le centre de Téhéran alors qu'elle était âgée de 79 ans", s'est indigné le maire de Paris dans un communiqué. Il a jugé que "le pouvoir iranien vient de commettre un nouvel outrage, inacceptable, envers les droits de l'Homme en général et la dignité des femmes en particulier. "Au nom de Paris je veux dire, avec gravité, que les agissements de ce régime policier, arbitraire et négationniste, ne font que renforcer la détermination des démocrates à le combattre". M. Delanoë recevra vendredi le prix Nobel de la Paix Shirin Ebadi, "dont elle est très proche". Dans la nuit de dimanche à lundi "lorsque j'ai passé la police des frontières (à l'aéroport international de Téhéran, nldr) et que mon passeport a été tamponné, deux agents l'ont pris et m'ont interrogée jusqu'à cinq heures du matin", a déclaré Mme Behbahani, âgée de 82 ans, citée par le site Kaleme.com. Les agents lui ont ensuite fait savoir qu'elle devrait se rendre au tribunal révolutionnaire de Téhéran pour récupérer son passeport, a indiqué la poétesse iranienne qui a critiqué ouvertement le pouvoir iranien à plusieurs reprises ces derniers mois.

Pour la Journée internationale des femmes, la mairie de Paris a prévu mardi plusieurs événements dont une rencontre sur le féminisme. Simin Behbahani y était invitée aux côtés de Lubna al-Hussein, journaliste soudanaise, Marissa Revilla, féministe de la Marche Mondiale des Femmes Mexicaine, Carmen Romero, députée européenne espagnole et Wassyla Tamzali, écrivaine algérienne.

9 - Les prix Macho des Chiennes de garde

1 - Le Macho de l'année élu par les adhérent-es de l'association Chiennes de garde. Après le cardinal-archevêque de Paris, André Vingt-Trois, premier Macho de l'année en 2009, le deuxième macho à recevoir ainsi les déshonneurs féministes est Louis Nicollin, président du club de football de Montpellier : voir sur le site <http://chiennesdegarde.com/Macho10-CPmacho.html>. Regardez aussi les autres machos sélectionnés, qui donnent une piètre image de la prétendue galanterie française ! <http://chiennesdegarde.com/Macho10-SelecPhrases.html>

2 - Prix Macho à la publicité la plus sexiste de 2009, choisi par La Meute parisienne : <http://chiennesdegarde.com/Macho10-CPpub.html>

Dans la catégorie "violence et prostitution", La Meute a choisi la campagne de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes qui dévalorise ce métier en l'assimilant à une pratique de prostitution. Nous avons reçu le soutien de plusieurs kinésithérapeutes qui avaient vainement tenté de faire entendre leur opposition à cette campagne.

10 - Inde : un quota de 33 % de femmes pourrait être instauré au Parlement

Après des débats extrêmement houleux, la Chambre haute du Parlement indien a voté, mardi 9 mars, une loi accordant aux femmes le tiers des sièges, au Parlement et dans les assemblées législatives des Etats fédérés. « Un pas historique et de géant vers le renforcement des droits des

femmes » a commenté le Premier ministre Manmohan Singh. Le texte doit maintenant être approuvé par la Chambre basse du Parlement indien et au moins la moitié des assemblées législatives. Le Monde, daté du 11 mars, soulignait que « le gouvernement veut s'attaquer à la discrimination dont sont victimes les femmes dans le pays ». Et d'expliquer : « d'après le rapport 2009 du Forum économique mondial, l'Inde ne figure qu'au 114^{ème} rang du classement de l'égalité entre sexes. Les femmes n'occupent que 23 % des postes d'employés dans les grandes entreprises. Dans les familles pauvres aussi bien qu'aisées, les filles sont victimes d'avortements sélectifs, pour éviter le paiement d'une dot lors de leur mariage. D'après un rapport du Programme des Nations unies pour le développement, l'Inde compte près de 45 millions de "femmes manquantes" que l'on estime mortes de "traitements discriminatoires dans les soins, la nutrition ou par pure négligence». Libération du 12 mars a consacré deux pages au sujet.

COLLOQUES, RÉUNIONS, MEETING...

11 - La Marche Mondiale des Femmes s'arrête à Montreuil en juin : Réunion de préparation

La Marche Mondiale des Femmes s'arrête à Montreuil les 12 et 13 juin 2010. Le Forum "Femmes n Marche, Femmes en Luttés" aura lieu à la salle des fêtes de la Mairie. Des centaines de femmes venues de France et même de l'étranger seront porteuses des messages de la 3^{ème} Marche Mondiale des Femmes sur ses 4 thématiques:

- Biens communs, biens publics ;
- Paix et démilitarisation ;
- Travail des femmes, autonomie financière
- Violences envers les femmes

Pour participer à cette initiative, accueillir les femmes, proposer nos animations, nous vous proposons une première rencontre de préparation le jeudi 25 mars 18h30/20h à La Maison des Femmes de Montreuil, 24/28 rue de l'Eglise, 93100 Montreuil, M° Mairie de Montreuil, ligne 9, 01 48 58 46 59

12 - Rappel : le 8 mars à Sarcelles

Le samedi 20 mars, Agir ensemble pour les droits des femmes, contre la pauvreté, pour l'égalité dans une fête citoyenne de 14h à 18h au marché couvert de Sarcelles, 1^{ère} charpente, avenue Joliot Curie. Stand d'animation et d'information, intervention musicale de la Maison Jacques Brel de Villiers le Bel, groupe de danse et musique africaine.

13 - Genre et Conflits Armés : Repenser les impacts des conflits et les processus de reconstruction - Séminaire de recherche CRESPPA-GTM

"Genre, nationalismes et violences", sous la responsabilité de Jane Freedman, Marguerite Rollinde, Carol Mann, Mirvat Abd El Ghani, le 16 mars de 10h à 13h avec Rada Ivekovic, CRESPPA-GTM : "Le genre de la nation et de la violence" ; Dubravka Zarkov, Insitute of Social Studies, Erasmus University, Pays-Bas : "Exposures, Invisibilities, Vulnerabilities" : Master Narratives of War and Masculinities in an Intersectional Perspective.

Lieu : 59-61 Rue Pouchet, 75017 Paris, Métro : Guy Moquet ou Brochant (ligne 13)

14 - « Après 100 ans de lutte féministe, pourquoi avons-nous besoin d'une loi cadre contre les violences faites aux femmes ? » - Femmes Solidaires et IFE

Femmes Solidaires et IFE France vous invitent à participer à un débat : « Après 100 ans de lutte féministe, pourquoi avons-nous besoin d'une loi cadre contre les violences faites aux femmes ? » à la Maison des Associations du 11^{ème}, 8 rue du Général Renault, 75 011 Paris.

15 - Conférence-débat : histoire du féminisme

Dans le cadre du centenaire du 8 mars, nous avons le plaisir de vous inviter à une conférence débat sur : Histoire du Féminisme avec Martine Riot-Sarcey, historienne professeure à l'Université de Paris VIII le vendredi 19 mars à 19h00, salle municipal Cipriani, 34 boulevard Jean Jaures, St Ouen.

LECTURES, CINÉMA, SORTIES...

16 - Elisabeth Badinter : voie royale à temps partiel ou voie lactée à temps complet ? - Catherine Kintzler

Le retour de la mère sacrificielle au nom de la nature

On sait, de mémoire d'humanité, combien la maternité, particulièrement lorsqu'elle est imposée comme un devoir absolu devant lequel tout le reste doit s'effacer, pèse sur la liberté des femmes. Le féminisme du XXe siècle a combattu cette mentalité sacrificielle par une libération de type "moderne", notamment appuyée sur les artifices bienfaisants de la technique. C'était sans compter avec le retour du naturalisme qui, secondé par une certaine forme d'écologie, vous explique gravement que la couche-culotte jetable, le lait maternisé et le biberon, ce n'est pas seulement ringard, c'est irresponsable. Le modèle de la femme libérée des années 1970 serait donc celui d'une mauvaise mère, qui refuse son lait et sa présence de tous les instants au bébé. Il risque aujourd'hui de s'effacer devant le modèle de la mère idéale, qui doit tout et se doit tout entière, tout le temps, à son bébé. Pour resserrer les boulons et rappeler les femmes à un destin exclusif de reproductrices, rien ne vaut le ressort puissant de la culpabilisation. Page 112-113, dix commandements de l'allaitement sont alignés dans la version sacralisée et féroce diffusée par l'association : <http://www.alternamoms.com/nursing.html>>alternamoms.

En voici un : "Tu ne sèveras pas tes enfants en fonction de ton confort. Les études ont montré que les enfants étaient biologiquement prêts à être sevrés entre trois ans et demi et sept ans". Ajoutons que le lait maternel doit bien sûr être disponible à la demande de l'enfant et chaque fois que celui-ci le demande - 12 à 15 fois par nuit pourquoi pas ? - et que la pratique du "cododo" est souvent suggérée (pourquoi en effet, ne pas coucher avec sa maman ? si le papa est gêné ou s'il a peur d'écraser le petit, on conseille de mettre un oreiller entre lui et la dyade fusionnelle mère-enfant). On l'aura compris, pour ces fanatiques du retour inconditionnel à la nature, un allaitement "responsable" requiert le temps complet, l'abnégation totale. On se demande au passage avec inquiétude quels adolescents, quels adultes peut produire cette très longue voie lactée confite en dévotion et en génuflexion devant "l'imperium" de l'enfant.

Le French paradox de la maternité

Mais le livre ne se contente pas de pointer la "barque trop chargée" qui finit par rendre incompatibles la maternité et une vie libre et active dirigée vers l'extérieur à tel point que les femmes, prises dans cette tenaille, n'ont plus que deux solutions: immoler leur liberté sur l'autel d'une maternité dévoratrice ou renoncer à tout désir d'enfant. Les ultimes chapitres, alimentés par des statistiques, font apparaître un paradoxe. C'est que, championne en contraception et en IVG, pratiquant l'encouragement public des "mauvaises mères" avec une école maternelle accueillant des enfants très jeunes, bonne dernière des pays européens dans la pratique de l'allaitement (objet d'un choix et non d'une pression sociale, il s'effectue presque toujours à "temps partiel"), forte d'une tradition plus que séculaire où les femmes sont femmes avant d'être mères, la France connaît cependant de façon durable l'un des plus forts taux de fécondité au sein des pays occidentaux - alors que ceux qui encouragent l'allaitement et l'abandon de l'activité professionnelle voient les femmes se détourner du choix maternel.

L'auteur avance alors une hypothèse qui n'est pas sans rapport avec celle qu'elle soutenait naguère dans son ouvrage sur *L'Histoire de l'amour maternel* : "Cet état d'esprit collectif, à la fois libéral

et déculpabilisant, joue certainement un rôle positif dans la décision de procréer. Plus on allège le poids des responsabilités maternelles, plus on respecte les choix de la mère et de la femme, et plus celle-ci sera encline à tenter l'expérience, voire à la renouveler. Soutenir la maternité à temps partiel, que d'aucuns considèrent pourtant comme insuffisante et comme coupable, est aujourd'hui la voie royale de la reproduction. En revanche, exiger de la mère qu'elle sacrifie la femme qui est en elle ne peut que retarder plus encore l'heure de la première maternité et même la décourager."

Souhaitons avec elle que, à la croisée de la voie royale de la maternité à temps partiel et de la voie lactée sacrificielle à temps complet, les jeunes femmes continuent à résister au discours culpabilisant : pour être libres et elles-mêmes bien sûr, mais aussi pour faire librement les enfants qu'elles souhaitent.

L'Amour en plus. Histoire de l'amour maternel, Paris : Flammarion, 1980, rééd. 2010.

17 - 40 ans du mouvement : des dates

- Le mercredi 17 mars à 19h, vernissage de l'exposition Catherine Deudon à la Mairie du 10ème
- Le jeudi 18 mars à 19h30, projection du film Louise l'insoumise de Charlotte Silvera au cinéma l'Archipel.

18 - Émissions "Femmes Libres" RadioLibertaire 89.4

- Mercredi 17 mars 18h30 à 20h30 avec Nadine Jasmin pour le livre: "Exploitées ? Le travail invisible des femmes " éd Les points sur les i. Elles ont beau travailler, se former, assumer la double journée, elles sont souvent invisibles. Exploitées. Discriminées. 25 femmes témoignent de ce travail au féminin : des obstacles rencontrés ; des ressources déployées pour y faire face. Leur vécu nourrit l'analyse, le diagnostic sans complaisance des dysfonctionnements du monde du travail. Pas de plaintes, mais un constat précis et des propositions élaborées collectivement pour changer le regard et les pratiques du travail ; pour construire l'égalité entre les femmes et les hommes ; pour transformer la société. Un livre engagé, pour nourrir le débat. Ce livre est le fruit d'un projet d'éducation populaire et citoyenne mené par l'association Éclats de Voix (eclats2voix@free.fr).

- Mercredi 24 mars 18h30 à 20h30. Dans le cadre des 40 ans du MLF, avec Martine Storti pour son livre: " Je suis une femme, pourquoi pas vous ? 1974-1979 Quand je racontais le mouvement des femmes dans Libération... Éd Michel de Maule"... Ces articles des années 70 écrits dans Libération ne sont pas seulement des archives. Ils racontent une histoire d'émancipation et de libération, ils disent les manifestations, les luttes, les grèves, les victoires et les défaites... Ils disent les combats pour la liberté de l'avortement, ou contre le viol et les violences faites aux femmes, ou pour l'égalité dans le travail... Ils disent les débats, les polémiques, les résistances, les injures et les rispostes... Ils disent des livres, des films, des chansons de femmes qui affirmaient aussi leurs capacités créatrices ...Ils disent des fêtes, ils disent de l'humour, dans ces slogans inoubliables du "mouvement" : "Je suis une femme, pourquoi pas vous" ou encore " Un homme sur deux est une femme"...Ils disent d'où viennent les jeunes femmes d'aujourd'hui, c'est-à-dire des folles années de leurs mères et de leurs grands-mères...Ils disent aussi une autre époque, tant ces années soixante-dix semblent, à leur relecture, à la fois proches et lointaines. "

Vous pouvez écouter et télécharger l'émission sur le site de Radio Libertaire pendant 1 semaine :
<http://media.radio-libertaire.org/php/grille.php>

Collectif d'organisation Marche Mondiale des Femmes 2010, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris
Tel : 01 44 62 12 04 ou 06 80 63 95 25, mail : marchfem@rezisti.org ; site : www.mmf-france.fr,